



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2023-49
Séance du 12 juillet 2023 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-trois, le douze juillet à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Roger Caizergues, Didier Huber, Philippe Lenoir, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues, Filipe Serra, Alexis Viala

Mmes Romane Palau, Paloma Pervent, Brigitte Torrandell, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Frédéric Aldon pouvoir à M. Joël Salgues, M. Théo Briane pouvoir à Mme Paloma Pervent, Mme Frédérique Berard pouvoir à M. Philippe Lenoir, M. Sylvain Castellon pouvoir à M. Roger Caizergues, Mme Laurence Enjalbert pouvoir à M. Michel Perez, Mme Elodie Joannot pouvoir à Mme Romane Palau, M. Jean-René Oudinot pouvoir à M. François Petit, Mme Fanny Suau pouvoir à M. Filipe Serra

Absents excusés : M. Sylvain Deyrat, Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan

Secrétaire de séance : Mme Brigitte Torrandell

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 12

Procurations : 8

Absents : 3

Votants : 20

Date de convocation et affichage

07 juillet 2023

Objet : Don d'œuvre d'art Régine Nogaret Sarraud

M. le maire donne la parole à M. Philippe LENOIR, membre de la commission culture qui informe les membres du conseil municipal du don d'œuvre d'art proposé par Madame Régine Nogaret Sarraud à la commune.

Cette donation concerne une sculpture en grès rose représentant un nu féminin intitulée « L'annonce », d'une hauteur de 35 cm, d'une valeur de 800 €.

Le conseil municipal, après discussion, sur proposition de M. le maire et à l'unanimité :

- accepte la donation présentée,
- dit que cette œuvre sera exposée au musée Hofer Bury.

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 12 juillet 2023.

Roger CAIZERGUES
Maire

Brigitte TORRANDELL
Secrétaire de séance

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 8.9